

Les diplômes usurpés de Jean-Christophe Cambadélis

PAR LA RÉDACTION DE MEDIAPART
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 17 SEPTEMBRE 2014



Jean-Christophe Cambadélis. © Reuters

Notre confrère Laurent Mauduit publie un livre choc : *À tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient*. Cet essai est aussi une longue enquête sur des responsables clés du pouvoir socialiste aujourd'hui et une plongée dans leurs débuts en politique, à l'OCI trotskyste, à l'Unef et à la Mnef. Manœuvres et affairisme dominant. Et l'on découvre ainsi comment l'actuel premier secrétaire du PS a, en 1985, usurpé ses titres universitaires. Extraits.

C'est tout à la fois un essai, un témoignage et une enquête. Notre confrère Laurent Mauduit publie *À tous ceux qui ne se résignent pas à la débâcle qui vient* (Éditions Don Quichotte, en librairie le 18 septembre), un livre qui affole déjà quelques hauts hiérarques socialistes aujourd'hui au cœur du pouvoir. Essai parce que ce livre analyse « *le marasme à nul autre pareil dans lequel la France est enlisée* » depuis l'élection de François Hollande. Jamais un président de la République n'aura si brutalement tourné casaque et jeté par-dessus bord ses engagements de campagne, au risque de faire exploser son parti et de désespérer l'électorat qui l'a élu.

Livre-témoignage aussi puisque Laurent Mauduit rappelle son passé militant, comme membre de l'OCI, cette formation trotskyste dirigée d'une main de fer par Pierre Boussel-Lambert, et comme dirigeant de l'Unef au milieu des années 1970. Ce témoignage personnel est ainsi le début d'une longue enquête sur plusieurs dirigeants socialistes d'aujourd'hui croisés au tournant

des années 1970 et 1980. Jean-Christophe Cambadélis est l'un de ces personnages clés, tout comme Jean-Marie Le Guen (dont on apprend qu'il a fait ses premiers pas en politique au GUD) ou Manuel Valls.



Jean-Christophe Cambadélis. © Reuters

À l'origine de ces itinéraires, il y a bien sûr l'OCI, dont Cambadélis fut l'un des piliers avant de passer avec plusieurs centaines de militants au PS, mais il y a aussi le syndicat étudiant Unef – dont Cambadélis fut le président jusqu'en 1983 – et la Mnef, cette mutuelle étudiante qui allait dans les années 1990 être prise dans les scandales financiers. « Camba », Le Guen et Valls ont une longue histoire commune, à l'Unef et à la Mnef. Là, aux manœuvres diverses s'ajoute un affairisme débridé avec la création d'une myriade de sociétés autour de la vieille mutuelle étudiante.

Cambadélis a fait l'objet de deux condamnations pénales pour recel d'abus de biens sociaux ou emplois fictifs. La première date de 2000, lorsqu'il est condamné à cinq mois de prison avec sursis et 100 000 francs d'amende. La deuxième est prononcée en 2006 : six mois de prison avec sursis et 20 000 euros d'amendes, dans le cadre du scandale de la Mnef. De ces condamnations, aucune conséquence ne sera tirée quant au parcours politique de celui qui est aujourd'hui premier secrétaire du PS. De même de ce pan caché de son CV, que Laurent Mauduit révèle ci-dessous : l'usurpation de ses diplômes universitaires.



Dans le courant de l'année 1984, le choix de Jean-Christophe Cambadélis semble arrêté : son avenir, c'est au Parti socialiste qu'il le visualise. Pour cela, il lui faut mettre toutes les chances de son côté. Une chose, en effet, l'ennuie : si d'aventure il passe un jour prochain au Parti socialiste, il n'a pas la moindre légitimité intellectuelle. Il est sans diplôme, contrairement à d'autres étudiants de l'OCI qui, militants comme lui, ont pris soin de mener de front leurs études. Lui n'a pas fait cet effort. Et il sent que, dans son projet personnel de faire carrière au PS, cette lacune risque de le handicaper.

Il a alors un projet insensé : celui d'usurper un doctorat. Son idée n'est pas de fabriquer un faux diplôme de doctorat de troisième cycle. Non ! Son idée, c'est d'obtenir son doctorat, et de soutenir sa thèse devant un jury régulièrement réuni. Et cela, il va y parvenir de manière irrégulière en prétendant que, pour s'inscrire dans cette filière, il a eu les diplômes antérieurs nécessaires – ce qui n'est pas le cas.

Ce fait, je dois dire que j'ai eu beaucoup de difficultés à l'établir quand, écrivant ce livre, j'ai voulu vérifier la réalité de son parcours universitaire.

Du passé, j'avais seulement gardé le souvenir des moqueries continues que Jean-Christophe Cambadélis suscitait parmi les étudiants de l'OCI, à l'évocation de son cursus. Beaucoup le raillaient en observant qu'il s'était plusieurs années de suite inscrit

en première année universitaire, chaque fois changeant de discipline, et qu'il avait fini par obtenir un doctorat de troisième cycle, sans que l'on sache comment. Mais longtemps je n'y ai pas pris garde car la biographie de Jean-Christophe Cambadélis est publique : il a passé en 1987 un doctorat de troisième cycle de sociologie, sous la direction du professeur Pierre Fougeyrollas (1923-2008). C'est du moins ce que laisse entendre sa biographie, telle qu'elle est présentée sur le site **Internet Wikipédia**, lequel site assure que l'intitulé de la thèse est le suivant : « Les mouvements sociaux sous la V^e République ».

Longtemps, je m'en suis tenu à cette version, d'autant que, ces dernières années, cette présentation a été reprise en boucle par de nombreux médias. De son côté, il semble que Jean-Christophe Cambadélis n'ait jamais confirmé ni infirmé cette présentation biographique, qui ne l'engage pas.

Quand j'ai commencé à procéder à des vérifications, un premier doute m'a gagné cependant. J'ai en effet observé que si Wikipédia donnait ces indications sur la biographie de Jean-Christophe Cambadélis, ce dernier n'en faisait nulle mention sur son **blog personnel, où il détaille longuement son parcours**. Oublié, ce doctorat : sur son site personnel, il n'en est même plus question. Et pour cause : j'ai découvert que le sujet de son doctorat n'avait rien à voir avec « les mouvements sociaux sous la Ve République ». En outre, l'année de soutenance n'est pas 1987. Plus généralement, comme pour brouiller les pistes, Jean-Christophe Cambadélis n'a jamais évoqué publiquement l'année de la soutenance de sa thèse ni son intitulé exact.

Au fichier national des thèses

Pour en avoir le cœur net, j'ai consulté la base de données du fichier national des thèses (FNT- Sudoc) à Nanterre. Je n'ai eu en effet aucun mal à y retrouver la thèse, dont les données sont accessibles par Internet à cette adresse : <http://www.sudoc.fr/176329315>, et dont le numéro national d'identification est le suivant : 1985PA070022. La base de données de Nanterre indiquant que la thèse a été transmise, comme c'est la règle, à l'Atelier national de reproduction des thèses (ARNT), implantée à Villeneuve-d'Ascq, j'ai consulté

le site Internet de cet organisme, où j'ai retrouvé **le même document sous l'identifiant « BU 85ParisVII »**. J'y ai même découvert que je pouvais l'acquérir sous la forme de microfiches pour le prix de 20 euros – ce que je me suis empressé de faire. La documentaliste m'a même précisé que les thèses sous microfiches étaient converties en version numérique si les auteurs en donnaient l'autorisation – ce qui n'était pas le cas pour cette thèse-là. La conversion numérique, c'est donc moi qui l'ai fait réaliser.

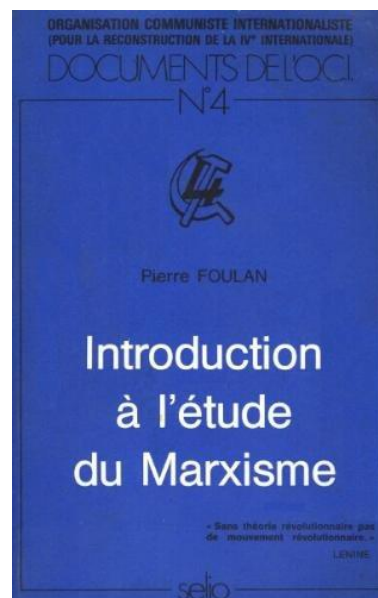
Voici l'introduction de la thèse de Jean-Christophe Cambadélis :

Ces premières vérifications m'ont donné le pressentiment que tout semblait avoir été organisé pour dissuader les curieux de retrouver facilement ce travail universitaire. Car ce n'est pas en 1987 que Jean-Christophe Cambadélis passe son doctorat, c'est en juin 1985. Le sujet de son travail ne porte pas sur « les mouvements sociaux sous la V^e République » mais sur « Bonapartisme et néocorporatisme sous la V^e République ». Surtout, Cambadélis a accédé à une filière universitaire, celle du doctorat, à laquelle légalement il ne pouvait prétendre puisqu'il n'avait pas les diplômes antérieurs requis.

Ces premières découvertes m'ont incité à enquêter plus avant. Voici donc précisément l'histoire, telle que je suis parvenu à la reconstituer grâce à des investigations complémentaires.

Dans le courant de l'année 1984, Jean-Christophe Cambadélis veut à toute force décrocher un doctorat pour favoriser son plan de carrière. Comme il n'a ni licence, ni maîtrise, ni, a fortiori, DEA, il a d'abord l'idée de fabriquer un faux diplôme universitaire (DU) – il s'agit d'un diplôme d'une université mais qui n'a pas de portée nationale. Ce faux diplôme est ainsi fabriqué – je sais exactement dans quelle université parisienne, sur quelle photocopieuse et avec quelles aides. Le diplôme porte l'en-tête de la faculté du Mans qui, d'après les témoignages concordants que j'ai recueillis, a été utilisée à la même époque par plusieurs autres dirigeants de la mouvance UNEF-MNEF, qui ont voulu se fabriquer de faux diplômes. Selon mes informations, ce diplôme contrefait est grossier. Sans

doute Jean-Christophe Cambadélis pense-t-il qu'il prendrait un trop grand risque en le versant dans son dossier universitaire pour s'inscrire à l'université de Paris-VII-Jussieu – où il n'a jusqu'à présent pas mis les pieds.



Comment s'y prend-il ? Il dispose d'un allié dans la place, en la personne de Pierre Fougeyrollas. Résistant et communiste, le sociologue et anthropologue a beaucoup bourlingué, jusqu'en Afrique, se liant d'amitié avec le président sénégalais Léopold Sédar Senghor avant de se brouiller avec lui. À la fin de sa vie, Fougeyrollas a jeté l'ancre de nouveau en France pour venir enseigner à Jussieu. Lui qui avait rompu avec le stalinisme en 1956, il a sur le tard, en 1974, rejoint l'OCI et s'est lié d'amitié avec Pierre Lambert (*dirigeant historique de l'OCI -ndlr*). Avec lui, il a même écrit en 1976 une *Introduction à l'étude du marxisme*, qui est devenue la brochure de formation de l'organisation trotskiste. Ce manuel, entre nous, nous l'appelions le « Foulan », abréviation de Fougeyrollas-Lambert...

Sans se soucier du conflit d'intérêts que cela induit, c'est à Pierre Fougeyrollas que Jean-Christophe Cambadélis demande d'être son directeur de thèse. Le sujet de sa thèse n'a, en réalité, strictement rien à voir avec la sociologie, mais ce n'est pas la principale difficulté. Son casse-tête, c'est de trouver un moyen de

s'inscrire à la faculté de Paris-VII-Jussieu, en doctorat de troisième cycle, alors qu'il n'a aucun droit d'y accéder. Comment y parvient-il, sans aucun diplôme qui le permette ?

Je n'ai pu interroger le président de l'université de l'époque, Jean-Jacques Fol (1930-1988), décédé. Mais j'ai retrouvé des fonctionnaires, aujourd'hui à la retraite, qui travaillaient dans l'administration de Paris-VII et qui se souviennent parfaitement de l'histoire : s'étonnant que le dossier universitaire de Jean-Christophe Cambadélis ne comprenne pas les pièces nécessaires, et notamment aucune copie de ses diplômes antérieurs, ils se sont entendus répondre que Pierre Fougeyrollas avait donné l'assurance qu'il avait vu les diplômes requis pour l'inscription. Les mêmes témoins assurent que ce genre de procédé n'était jamais arrivé avant, ni depuis.

Et pour cause. S'ils ne les ont pas vus, c'est que ces diplômes, Jean-Christophe Cambadélis ne les a jamais passés : ni licence, ni maîtrise, ni DEA ! Cambadélis a-t-il abusé Pierre Fougeyrollas en lui montrant son faux diplôme du Mans sans le verser dans son dossier universitaire, ou bien le sociologue s'est-il porté garant sans avoir vu ce faux diplôme, simplement en lui faisant confiance ? Il n'est plus de ce monde et ne peut plus témoigner.

Une logorrhée interminable

Quoi qu'il en soit, c'est ni vu ni connu. En juin 1985, Cambadélis soutient sa thèse et obtient haut la main son doctorat. Le jury qui le lui accorde présente cette singularité : deux de ses membres sont des proches. Le premier est Pierre Fougeyrollas, que Jean-Christophe Cambadélis côtoie au siège de l'OCI. Le deuxième, Gérard Namer (1928-2010), est un professeur de sociologie et universitaire socialiste avec lequel Cambadélis, comme il le rapporte sur son blog, a créé peu avant des sections Force ouvrière dans l'enseignement supérieur. Étonnant jury qui entretient des liens multiples avec l'étudiant auquel il s'apprête à délivrer un doctorat.

La thèse, il faut le dire, est très médiocre. Des jours durant, les proches de Cambadélis ont vu son assistante taper frénétiquement à la machine à

écrire pour saisir le travail universitaire, et reprendre des passages entiers de publications de l'OCI, et notamment de son organe théorique, *La Vérité*, ou de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

Dans son introduction datée du 1^{er} mai 1985, Cambadélis exprime sa gratitude à Pierre Lambert, aux dirigeants de FO Roger Lerda et Roger Sandri (lequel est un « sous-marin » de l'OCI) et à Alexandre Hébert (1921-2010), qui a longtemps dirigé l'union départementale FO de Loire-Atlantique et se dit anarcho-syndicaliste tout en siégeant secrètement au bureau politique de l'OCI – ce qui ne l'empêche pas d'avoir des relations complaisantes avec le Front national. Cambadélis les remercie parce qu'ils « ont éclairé de nombreux développements de la lutte des classes ». Il remercie aussi « Pierre Fougeyrollas qui, par ses conseils, et sa connaissance du marxisme, a permis que ce travail soit mené à bien ».

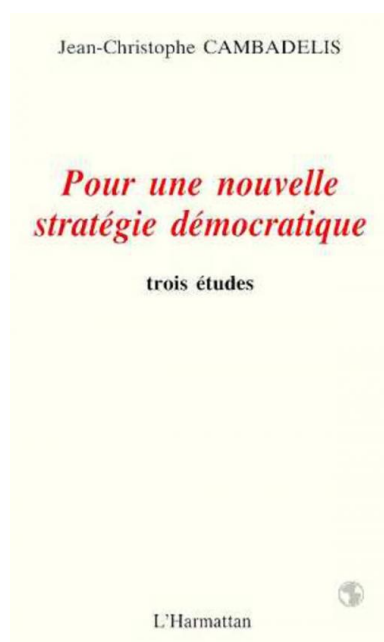
La thèse se révèle grossière dans sa démonstration, reprenant sans distance ni nuance les analyses frustes de l'OCI sur le projet gaulliste d'association capital-travail, et les analyses caricaturales et sectaires d'Alexandre Hébert sur le corporatisme. Jean-Christophe Cambadélis la résume en quelques phrases dans son introduction : « *Transformer tous les corps sociaux en rouages de l'État, cadenciser toutes formes d'organisation dans un corps unique subordonné à la compétitivité économique mondiale. Telle est la tentation néocorporatiste rampante de la fin de ce siècle confronté aux crises de toutes sortes.* »

C'est une logorrhée interminable, avec des digressions pour expliquer l'analyse de la plus-value et la loi de la valeur chez Marx, ou de la force de travail. Un bavardage indigeste que l'on peine à lire jusqu'au bout tant le travail est besogneux.

Il n'empêche, la soutenance se passe bien. Il y a même foule pour y venir assister. Une bonne partie du bureau politique de l'OCI se trouve dans l'assistance, dont Pierre Lambert, ainsi que nombre de figures connues du bureau confédéral de Force ouvrière, parmi lesquelles Roger Sandri. Il y a aussi une grosse cohorte des cadres de l'UNEF. Qui sait parmi ceux-là que Cambadélis soutient cette thèse

parce qu'il a le projet secret de faire carrière au PS ? Peu de monde, sans doute. Après la soutenance, une réception est organisée par l'UNEF pour fêter l'heureux récipiendaire de ce doctorat. L'atmosphère est à la liesse ; tous les participants, ou presque, ignorent que le doctorat de Cambadélis est usurpé.

Ce dernier contrevient du reste à la tradition qui veut que l'on organise un pot de thèse avec ses proches et sa famille. Lui, c'est plus de quatre cents personnes qu'il réunit, pour l'occasion, dans la salle B de la Mutualité. Et s'il y a autant de monde, c'est à l'évidence parce que le nouveau docteur en sociologie veut que le Tout-Paris socialiste sache qu'il a, en même temps que les diplômes, l'étoffe d'un intellectuel brillant.



À présent, il dispose d'un formidable sésame. Lorsqu'il publie son premier livre, en mars 1987, intitulé *Pour une nouvelle stratégie démocratique*, il arbore fièrement en quatrième de couverture ses nouvelles qualités : « docteur en sociologie, chercheur en sciences sociales à l'université de Paris-I ». Tous ces titres, il n'aurait pas pu en faire étalage s'il n'avait pas fraudé la loi pour s'inscrire en doctorat. Mais, son subterfuge étant passé inaperçu, le voici qui dispose d'une légitimité universitaire inespérée.

Ailleurs, en d'autres pays que la France, la fraude intellectuelle a toujours été gravement sanctionnée. Et la liste est longue des personnalités de premier plan dont la vie publique s'est brutalement interrompue parce que l'on avait découvert qu'ils disposaient d'un diplôme usurpé ou falsifié. Qui ne se souvient de ce qui est arrivé au Portugal à Miguel Relvas ? En avril 2014, le bras droit du premier ministre Passos Coelho est contraint à la démission à la suite des polémiques suscitées par un diplôme obtenu de manière suspecte, par un jeu controversé d'équivalences.

Qui ne se souvient de ce qui est arrivé en Allemagne à Karl Theodor zu Guttenberg, vrai baron mais faux docteur, qui fut contraint, en mars 2011, de présenter sa démission du poste de ministre de la défense à la chancellerie ? Si le jeune et ultra-populaire ministre, chouchou des médias, est obligé de rendre son maroquin, c'est qu'il est convaincu d'avoir commis un plagiat de grande ampleur, à l'occasion de la thèse de doctorat de sciences politiques qui, en 2007, lui a valu à l'université de Bayreuth le titre de « docteur » avec la mention *summa cum laude* (« avec les plus grandes louanges »), niveau suprême de la reconnaissance universitaire en Allemagne.

En France, aucun homme politique ne s'est trouvé dans la période récente au cœur d'un scandale voisin. Mais le grand rabbin de France, Gilles Bernheim, si. Le 2 avril 2013, il doit d'abord reconnaître avoir plagié, dans son livre sur *Les Quarante Méditations juives*, plusieurs passages d'un ouvrage de l'universitaire californienne Elisabeth Weber, *Questions au judaïsme*. Quelques jours plus tard, il est obligé d'admettre qu'il a usurpé le titre d'agrégé de philosophie. Emporté par la tourmente, il se voit contraint de présenter sa démission le 11 avril 2013.

Quand il devient premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis ne craint-il donc pas, maintenant qu'il accède à l'avant-scène de la vie politique française, que cette vieille histoire de diplôme ne finisse par le rattraper ? Il faut croire que non. Et sans doute est-ce révélateur du sentiment d'impunité que certains élus, de gauche comme de

droite, donnent l'impression d'éprouver. Un sentiment d'impunité qui en dit long sur la nécrose qui abîme notre démocratie.

Les dessous d'un livre

Pourtant, cette légitimité universitaire conquise en 1985 grâce à son doctorat ne suffit visiblement pas à Jean-Christophe Cambadélis. Celle-ci intervient dans un contexte particulier. Des mois plus tard, il organise une autre manigance, pour conforter son image. Celle-ci intervient dans un contexte particulier. Quelques mois plus tard, donc, la grande majorité des étudiants parisiens de l'OCI, et beaucoup en province, constituent une fraction secrète en formant le projet de passer au Parti socialiste.

Cette ambition, c'est Pierre Dardot qui l'a couchée sur le papier : il s'agit d'adhérer au PS et de défendre l'idée d'un « Congrès de Tours à l'envers » – en clair, de créer un grand parti de toute la gauche dont nous serions l'aile marchante. De ce dessein, Cambadélis se gargarise, sans jamais dire qui a inventé cette belle formule (qui n'a pas perdu de son actualité).

Simplement, je l'ai dit, à peine sommes-nous sortis de l'OCI qu'aussitôt notre petit groupe se dissout. Car tout le monde comprend rapidement que Jean-Christophe Cambadélis n'a pour seule ambition que de faire carrière. C'est dans cette visée qu'il publie son premier ouvrage, *Pour une nouvelle stratégie démocratique*. Un livre intelligent, autrement mieux charpenté que sa thèse au style laborieux.

Seulement voilà, ce livre, il n'en est pas le véritable auteur. Tout juste a-t-il pris la plume pour rédiger une brève introduction, dans un français approximatif, et une conclusion tout aussi rapide. Il a également reproduit sur une quarantaine de pages un extrait de sa thèse de doctorat. Le reste, c'est-à-dire les quatre cinquièmes du livre, il n'en a pas écrit une ligne.

Pour une nouvelle stratégie démocratique s'ouvre sur un texte de près de cinquante pages, cultivé et passionnant, intitulé « *Marxisme et égalités des droits* » et qui emmène le lecteur dans une promenade érudite, de Marx à Althusser, de Hegel à Habermas. Ce texte-là, c'est le philosophe Pierre Dardot qui l'a

rédigé. S'ensuit une seconde partie, intitulée « *De la démocratie* », de près de soixante-dix pages, qui est le mariage de deux textes, l'un écrit par Dardot, l'autre par Philippe Darriulat, président de l'UNEF (1986-1988) – un texte de jeunesse que l'historien qu'il est devenu ne revendiquerait sans doute plus aujourd'hui.

À ce moment-là, on peut imaginer que Philippe Darriulat, jeune historien, estime que son texte ne mérite pas de passer à la postérité. Il l'abandonne ainsi à Jean-Christophe Cambadélis, qui n'a pas l'élégance de lui en donner crédit. Dans l'introduction, ce dernier use même d'une drôle de formule, pouvant suggérer que ce livre ne lui doit rien : « *Il nous faut aussi remercier particulièrement Philippe Darriulat dont l'emploi du temps, si chargé en cette fin de trimestre 1986, ne lui a pas permis de travailler avec nous.* »

Le gros du travail, la valeur ajoutée de l'ouvrage, c'est donc Dardot qui s'en acquitte. Mais quand l'auteur officiel décide de s'approprier les textes savants du jeune philosophe, il se garde bien de lui en demander l'autorisation. Selon Pierre Dardot, c'est seulement parce que Benjamin Stora a fait pression sur lui qu'il a eu un sursaut. Quelques semaines avant la parution, Cambadélis téléphone à Dardot, alors en poste à Hénin-Beaumont, pour lui annoncer qu'il entend publier ses textes sous son propre nom... Moqueur, le philosophe, qui n'ignore rien des extrêmes difficultés de Jean-Christophe à écrire sans multiplier les fautes ou jargonner, lui demande s'il ne craint pas que la différence de style ne soit trop visible. Puis, sans montrer son agacement, il ajoute qu'il ne veut pas que son nom apparaisse dans l'ouvrage, ni sous la forme d'une note en bas de page ni dans un avertissement aux lecteurs. Quand il relate l'anecdote, trente ans plus tard, Dardot ne peut s'empêcher de montrer sa sidération devant une telle audace. Et, dans un rire généreux, il conclut : « *Je ne suis même pas sûr qu'il m'ait dit merci.* »

Un doctorat en poche, usurpé, un livre en librairie, dans sa majorité usurpé... ne lui manque plus qu'à devenir député pour prendre son envol au sein du Parti socialiste et y faire carrière.

Au début de l'année 1988, il jette son dévolu sur une circonscription dans la Somme, mais sa candidature se heurte à des difficultés. En catastrophe, il doit trouver une solution et cherche à s'implanter à Paris, pour croquer la vingtième circonscription, dans le dix-neuvième arrondissement. Dans les faits, le Parti socialiste n'a pas de raison de lui abandonner cette circonscription, car elle a pour député depuis 1981 un socialiste, Alain Billon, issu de la jeune génération et qui est entré à l'Assemblée nationale sans jamais démeriter. Seulement voilà, Alain Billon qui s'est implanté dans cette circonscription, autrefois le fief du stalinien Paul Laurent, le père de Pierre Laurent, l'actuel dirigeant du Parti communiste, s'est beaucoup investi dans son travail de parlementaire. Et ne s'est guère impliqué dans les luttes de réseaux au sein de l'appareil socialiste. Autrefois proche du CERES de Chevènement, il a quitté cette sensibilité en laissant derrière lui quelques solides inimitiés, et a rejoint la sensibilité centrale du Parti socialiste ; il est plutôt proche de Pierre Joxe.

C'est de ce relatif isolement que va jouer Cambadélis : le CERES – oublieux des mauvaises manières qui lui ont été faites à la MNEF par l'OCI – figurera parmi ses appuis. Surtout, l'ancien président de l'UNEF dispose d'un allié dans la place, Gilles Casanova (un ancien de la LCR, cofondateur des comités communistes pour l'autogestion, et qui finira, longtemps plus tard, à la Gauche moderne, le parti pro-sarkozyste de Jean-Marie Bockel). L'intéressé présente en effet l'avantage d'être le secrétaire de la principale section socialiste de l'arrondissement : il délivre des cartes d'adhésion à tour de bras aux ex-militants de l'OCI. En quelques semaines, les adhésions à la section explosent.

Quand le jour du vote arrive, permettant de départager les deux candidats à la députation, sans doute les dés sont-ils déjà jetés sans qu'Alain Billon le sache. Cambadélis a pris toutes les précautions pour arriver en tête. Une dernière fois, il a demandé à des militants de Convergences de lui prêter main-forte : le jour du vote, il fait réaliser des pointages par ses proches pour identifier le profil des votants et s'assurer de sa

première place. Tout cela se passe dans un climat de violences et d'intimidation, dont *Le Monde* se fera l'écho le lendemain.



Mais ce n'est pas la seule précaution, Cambadélis prévoit une autre manigance dans l'hypothèse où le vote tournerait à l'avantage de Billon : une cohorte d'anciens militants de l'OCI est tapie à quelque distance du local où a lieu le vote – j'ai retrouvé deux témoins de la scène et je connais l'identité de ceux qui composaient le petit commando –, les poches emplies de bulletins en sa faveur. La consigne est claire : s'il apparaît que les pointages donnent Alain Billon en tête en début de soirée, une coupure opportune d'électricité leur permettra d'entrer subrepticement dans le local et de bourrer les urnes.

Finalement, ce n'est pas nécessaire : avec l'appui de Jean-Marie Le Guen, alors patron de la fédération de Paris du PS, Cambadélis décroche l'investiture tant convoitée. Et Alain Billon – qui depuis est passé au Parti de gauche – est remercié brutalement, sans doute sans avoir compris ce qui lui était arrivé. Pour la petite histoire, un militant socialiste de la section alors peu connu, soutien d'Alain Billon, assiste à toute la scène. Il s'agit... d'Arnaud Montebourg.

Jean-Christophe Cambadélis peut alors commencer sa nouvelle vie de hiérarque socialiste.

A suivre, demain: Manuel Valls ou la carrière d'un apparatchik

Boîte noire

Le livre de Laurent Mauduit est précédé d'un avertissement dans lequel il explique les démarches effectuées par lui pour réaliser son enquête. Nous en reproduisons ci-dessous quelques extraits, utiles à la compréhension des bonnes feuilles publiées ci-dessus :

Pour la rédaction de ce livre, j'ai rencontré de nombreux acteurs de la vie publique, et notamment des personnalités engagées au Parti socialiste ou proches de celui-ci. Certains m'ont prié de ne pas mentionner explicitement nos rencontres, si bien que j'ai fait le choix de n'en évoquer aucune. Mais que tous sachent que je leur suis reconnaissant d'avoir puisé dans leur mémoire pour aider mes recherches.

Parmi ces personnalités, j'aimerais néanmoins signaler deux refus : Manuel Valls et Jean-Christophe Cambadélis. Dans le but de vérifier certaines des informations dont je disposais sur l'actuel Premier ministre, j'ai contacté, en mai 2014 et par téléphone, le membre de son cabinet à Matignon, Harold Hauzy, en charge de sa communication, pour lui expliquer l'objet de ce livre et solliciter un rendez-vous avec le Premier ministre. Manuel Valls n'a pas pris la peine de me rappeler, ne serait-ce que pour décliner l'offre. J'ai confirmé ma demande par mail quelque temps plus tard, au mois de juin, mais ma requête est demeurée sans réponse.

Par mail également, j'ai fait savoir début juin 2014 à Jean-Christophe Cambadélis que je désirais le rencontrer pour vérifier avec lui les faits rapportés dans mon récit. J'ai insisté deux semaines plus tard par un SMS, lui signalant que j'avais découvert des faits importants le concernant et que je souhaitais m'en entretenir avec lui. En définitive, il m'a fait porter par son chauffeur, à la rédaction de Mediapart, cette lettre, en date du 9 juillet 2014, dont je respecte ici l'orthographe originale :

« Laurent,

*C'est avec étonnement et un brin amusé que j'ai lu ton mail amical en vu d'une rencontre à propos de ton ouvrage. Depuis notre « sortie du PCI », tu me poursuis d'une vindicte pour le moins stupéfiante. Elle puise sa source dans ton éviction du poste de Secrétaire général de l'UNEF ? Ou de quelques propos que l'on t'aura rapportés ? Ou peut-être est-ce tout simplement ce que Pierre André Taguieff appelle la « force du préjugé » ? Mais il suffit de te regarder sur I-Télé pour mesurer la colère qui t'anime à mon égard. Quant à la gauche, tu as déjà prononcé notre acte de décès dans un précédent ouvrage. Je ne doute pas que tu trouveras quelques racontars pour illustrer ta nouvelle charge. Quant à apporter ma pierre, voire ma caution, à l'entreprise de démolition humaine et collective, cela ne me semble pas nécessaire. Tu le comprendras car ton jugement est fait ! Je vais donc décliner cette rencontre pour cet objet. » **(Une copie de cette lettre peut être téléchargée ici)***

Le 15 juillet, je lui ai répondu par mail :

« En réponse à ta lettre, je veux te dire mon regret. Je prends acte que tu ne souhaites pas me rencontrer mais je pense que c'est dommage. Car tu connais ma culture professionnelle, celle de Mediapart : les "racontars" n'y ont pas leur place. Comme tu as pu le constater tout au long des grandes affaires que nous avons révélées, de l'affaire Cahuzac jusqu'à l'affaire Tapie, en passant par l'affaire Bettencourt et bien d'autres encore, nous nous astreignons toujours à vérifier nos informations le plus méticuleusement possible. Et nous veillons toujours à respecter la règle du contradictoire. Tu avais donc bien compris que je souhaitais recueillir tes commentaires sur des faits très précis qui te concernent. Je regrette donc que tu te dérobes. Je le regrette d'autant plus que tu occupes désormais une fonction éminente qui peut susciter l'intérêt des citoyens et donc la curiosité légitime des journalistes. Je pourrais encore ajouter que certaines de tes remarques m'apparaissent obscures ou encore que je suis véritablement abasourdi d'entendre le premier secrétaire du PS, en charge si j'ai bien compris de réarmer intellectuellement son parti, prendre pour référence intellectuelle Pierre-André Taguieff, l'un des porte-voix des néoconservateurs

français. Mais encore une fois, ce n'est pas cela qui m'occupe aujourd'hui. Ce sont les faits, seulement les faits – que je m'applique à reconstituer. En d'autres temps, lorsque j'écrivais un livre précédent, ton prédécesseur au poste de premier secrétaire, un certain... François Hollande, loin de me fermer sa porte, avait accepté de faire la critique de mon travail dans le journal *Le Monde*. Sans doute est-ce un signe de plus que les temps ont bien changé. J'en déduis que le droit à l'information des citoyens et le débat pluraliste et contradictoire ne sont pas des priorités pour le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste.

»

Pour établir ce présent récit, j'ai également cherché à joindre de nombreuses personnes avec lesquelles j'avais jadis partagé mes engagements de jeunesse. Je me suis heurté à une poignée de refus de certains qui n'ont guère eu envie, pour des raisons que je devine, de me voir exhumer des pages sombres – sur la Mnef notamment. Au contraire de ceux-là, beaucoup de celles et de ceux avec qui j'ai partagé mes enthousiasmes de jeunesse m'ont chaleureusement accueilli. Nos retrouvailles furent souvent émouvantes. À toutes celles et tous ceux qui ont partagé les mêmes espoirs et les mêmes déceptions que moi, et qui ont jugé utile de me confier leurs souvenirs, je veux ici exprimer ma profonde gratitude.

Mercredi 17 septembre, à la suite de la mise en ligne de cet article, Jean-Christophe Cambadélis a publié le communiqué suivant:

«Mise au point de Jean-Christophe Cambadélis sur le livre de Laurent Mauduit

Il y a près de quarante ans étudiant en licence, j'ai obtenu une dérogation de l'Université Paris VII-Jussieu – signée par le Président de l'Université

de l'époque Jean-Jacques Foll –pour m'inscrire en maîtrise, c'était légal et usuel, dans le cadre d'une inscription sur compétences acquises. J'ai obtenu ma maîtrise puis j'ai passé mon doctorat de 3^{ème} cycle.

Quant au livre « Pour une nouvelle stratégie démocratique » il fut bien écrit il y a trente ans à plusieurs mains, même si j'en suis l'auteur principal. Pierre Dardot n'a pas voulu le signer estimant à l'époque que « ce livre m'appartenait ».

Laurent Mauduit n'ignorait rien de cet épisode : A l'UNEF, la MNEF et l'OCI (organisation trotskyste) il a toujours fait partie de mon parcours. Mais voilà ! Depuis notre sortie de l'OCI en 1985, il instruit mon procès car je suis entré au Parti socialiste qui n'est plus pour lui un parti de gauche. Ces vengeances et mesquineries d'un autre temps, relayées par la droite dure dans "Valeurs actuelles" ne me détourneront pas du combat qui est le mien : Reformuler le Parti Socialiste et agir avec lui pour le redressement du pays.»

Nous avons aussi reçu dans la même soirée le droit de réponse de l'Université Paris Diderot: «Suite à la mise en cause de l'Université Paris Diderot dans un article paru ce jour intitulé "Les diplômés usurpés de Jean-Christophe Cambadélis" sur le site d'information Médiapart et dans l'ouvrage de M. Laurent Mauduit à paraître demain "A tous ceux qui ne se résignent pas à la débacle qui vient", concernant la délivrance frauduleuse d'un diplôme de doctorat à M. Jean-Christophe Cambadélis, Premier Secrétaire du Parti Socialiste, l'Université Paris Diderot, après vérification, affirme que le cursus universitaire de M. Cambadélis dans l'établissement, ainsi que l'obtention de son doctorat se sont réalisés de manière tout à fait régulière.»

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.